

Restitution du grand débat sur la transition écologique

Organisé par Pacôme Rupin le 5 février 2019

Au théâtre Espace-Marais de 19 heures 30 à 23 heures

La méthodologie qui a été appliquée lors de ce débat a été élaborée par un groupe de citoyens qui a souhaité proposer un débat ouvert, en intelligence collective, avec trois temps :

- Une réflexion en petits groupes de travail autour de trois questions qui permettaient de faire émerger des idées sur des post-its, au plus proche de l'appréhension personnelle de l'environnement de chaque participant.
- Une restitution des échanges de chaque groupe proposée par un rapporteur à l'ensemble des participants réunis en plénière.
- Un débat final permettant d'échanger plus largement sur les réflexions et propositions qui avaient émergées.

<p>Qu'est-ce que pour vous le « bien-vivre », le « bien-vivre ensemble » et le rôle de l'environnement dans tout cela ?</p>
--

Les idées forces qui ressortent des débats sur cette question :

- De manière générale les réponses sont orientées sur **la notion d'accès**. C'est l'accès à un logement, à une alimentation saine, à des transports efficaces et propres, à des services publics, à un air de qualité, à de l'eau potable, à des espaces verts, qui fonde le bien-vivre.
- C'est aussi **la satisfaction de certains besoins** (se loger, se vêtir, se chauffer, disposer de ressources matérielles, sociales et de reconnaissance) qui est fondamentale pour que les générations présentes et futures vivent bien, ou mieux.
- Enfin, **le cadre de vie et le mode de vie** conditionnent également le bien-vivre. Vous avez ainsi valorisé les conduites civiques, éthiques et responsables qui permettent de concevoir une société durable dans une vision holistique du monde social et de l'environnement.

Dans le détail, pour vous, « bien-vivre », « bien-vivre ensemble » par rapport à notre environnement c'est :

- Vivre dans un environnement propre, sain, calme et beau. L'écologie est l'*oekos*, la maison en grec, chacun doit se l'approprier.

- Un équilibre entre l'homme et la nature, entre un espace habité où l'on rationalise les ressources et un espace naturel préservé.
- L'accès à une nourriture saine, des produits de qualité, de proximité, bios, de saison et à faible empreinte environnementale.
- Préserver sa santé et celle de ses proches avec un système de santé efficace et pas cher.
- Avoir un égal accès à un logement salubre et au chauffage pour participer dignement au monde social.
- Avoir accès à des espaces verts, aérés, pour se détendre, faire du sport, de la marche à pied.
- Emprunter des transports fonctionnels et peu polluants.
- Avoir un comportement solidaire et civique pour préserver le bien commun et entretenir le lien social.
- Privilégier les attitudes constructives, le bon sens et le respect d'autrui.
- Agir et décider en pleine conscience.
- Concilier ses envies et la protection de la planète avec une attitude responsable.
- Coopérer, pacifier, réduire les conflits pour que chacun s'épanouisse.
- Avoir un travail utile à la collectivité, enrichissant, près de chez soi.
- Accéder facilement aux services publics de proximité.
- Avoir accès aux loisirs, pouvoir voyager, découvrir de nouveaux pays et horizons.
- Préserver les espèces menacées et transmettre un patrimoine commun vivable pour les générations futures.
- Débattre et faire vivre la démocratie directe pour favoriser un développement durable.

Qu'est-ce que, pour vous, le « mal vivre », ce dont vous ne voulez plus, ce que vous ne voulez pas, en particulier en matière d'environnement ?

Les idées-forces qui ressortent des débats sur cette question :

- **L'individualisme et les incivilités** sont les principales causes du « mal vivre » et des effets négatifs sur l'environnement.
- Les comportements industriels et individuels qui **polluent, gaspillent et accroissent la pauvreté** doivent être contraints.
- La vision politique et économique de **court terme** est un frein majeur au développement durable.

Dans le détail, ce dont vous ne voulez plus, le « mal-vivre », en matière d'environnement c'est :

- Se faire affecter et subir les éléments que l'on ne contrôle pas comme la mauvaise qualité de l'air, le stress, l'inaccessibilité des transports ou des services publics.
- Les inégalités territoriales, avec différentes ressources insuffisamment valorisées.
- Une organisation de l'espace irresponsable et mal gérée en particulier dans les zones denses.
- Les discriminations entre Paris et la banlieue.
- La pollution sonore (véritable fléau identifié par l'ensemble des groupes), aérienne et visuelle ainsi que la saleté dans les rues de Paris.
- Déchets déversés et incivilités écologiques doivent être sanctionnées.
- Trop de transport de marchandises venues du bout du monde.
- Trop de voitures en ville et pas suffisamment de choix de transport.
- La hausse des prix de l'immobilier, des mutuelles, des médicaments.
- L'allongement du temps de transports quotidien en ville et sur les réseaux saturés.
- Les lobbys qui imposent une consommation contraire au développement durable.
- Le modèle économique de la croissance consumériste qui dégrade l'environnement, les rapports humains et fait courir le risque de catastrophes écologiques.
- Le gaspillage alimentaire, énergétique et financier.
- La malbouffe issue d'une logique économique de sur-consommation de produits de mauvaise qualité et dangereux pour la santé.
- La disparition des terres agricoles et l'artificialisation des sols.
- Une destruction de l'environnement souvent impunie.
- La persistance d'un mix énergétique polluant.
- L'utilisation des pesticides.
- La pauvreté, l'insécurité et l'isolement.
- Une conflictualité croissante entre humains, sans capacité de la résoudre.
- Le mal-être animal, les élevages en batteries et les abattoirs.
- Une dissonance cognitive entre des États qui dictent des bons comportements et qui n'agissent pas.
- Une incohérence politique entre le « haut » et le « bas », entre ce qui est demandé aux citoyens et ce qui est permis aux entreprises.

<p>Que faut-il faire concrètement, avec le souci de préserver le « bien-vivre » de nos enfants, de nos petits-enfants ?</p>
--

Les idées-forces qui ressortent des débats sur cette question :

- Réduire, voire interdire, les **emballages**, le **gaspillage** et la **pollution**.
- Inciter à plus de qualité et de **proximité** dans la production et la consommation.
- Les comportements individuels, ceux des entreprises et la mise en place des politiques publiques doivent désormais impérativement prendre en considération la **durabilité de nos modes de vie et de consommation**.

- Il y a un lien fort qui a été fait entre la **préservation de l'environnement et la politique locale** car participer à préserver son environnement quotidien direct permet de le préserver pour les générations futures.
- Vous avez également identifié des **outils individuels et collectifs d'incitation ou de contrainte** (réglementaire, fiscale, pénale) pour réduire notre impact environnemental et proposé des mesures pour réduire les inégalités d'accès à la transition écologique, à la santé et à un environnement de qualité.

Dans le détail, pour préserver le « bien-vivre » de nos enfants, de nos petits-enfants, vous avez fait des propositions que l'on peut classer en 6 thématiques :

L'aménagement du territoire

- Réduire la fracture territoriale et sociale en promouvant l'accès aux mêmes services sur tout le territoire.
- Décentraliser l'action publique pour répondre aux spécificités des territoires dans la transition écologique.
- Repenser la ville de Paris à l'échelle du Grand Paris, avec un maire et la suppression de la banlieue pour mettre fin aux discriminations territoriales.
- Mettre en place un Plan d'accompagnement pour la revitalisation des centres villes.
- Remettre les commerces au cœur des villes et arrêter la mise en place de grandes surfaces à l'intérieur des villes.
- Mettre en place un Plan « propreté des villes » : changer les modèles de poubelles pour plus d'efficacité et moins de gêne dans l'espace public.
- Faire une campagne de sensibilisation au civisme dans la ville en prévoyant des amendes dissuasives contre les incivilités en matière de propreté.
- Permettre à chacun d'avoir un espace vert à moins de 300 mètres de son logement pour améliorer le cadre de vie et réduire l'impact de la pollution dans les grandes villes.
- Installer des serres urbaines et des productions maraîchères dans les villes sur les toits inutilisés des immeubles.
- Stopper l'artificialisation des sols afin de préserver les terres agricoles.
- Abandonner les « grands projets inutiles » que sont pour certains d'entre vous le TGV Lyon-Turin et le projet Europacity.
- L'étude d'impact environnemental doit être une condition préalable à tous les travaux d'infrastructures.
- Favoriser les constructions avec des matériaux écologiques.

La santé et l'alimentation

- Donner la gestion des mutuelles à la sécurité sociale.
- Étendre le système de sécurité sociale et des mutuelles d'Alsace-Moselle au reste de la France.

- Création de parcours de santé pour mieux adapter les services de santé aux besoins des malades.
- Réformer le système d'autorisation des produits chimiques et alimentaires au niveau européen (être en capacité de faire des tests).
- Favoriser l'acheminement des produits alimentaires en ville depuis les producteurs les plus proches.
- Préserver les marchés locaux et les petits commerces indépendants.
- Favoriser les circuits courts et taxer les produits qui viennent de loin.
- Promouvoir l'autonomie alimentaire des villes.
- Donner un meilleur accès à des produits bios en garantissant des prix accessibles.
- Réintroduire les quotas laitiers et aider le monde paysan.
- Interdire la pêche au chalut.
- Supprimer les épandages de jour.
- Accompagner les agriculteurs dans le développement de l'agriculture biologique et l'élimination des pesticides polluants.

Recyclage des déchets / gaspillage

- Diminuer le plastique dans les supermarchés.
- Interdire les emballages plastiques pour les productions des groupes agro-alimentaires.
- Obliger les fabricants à proposer les emballages éco-responsables.
- Sortir du tout plastique et rétablir les consignes de bouteilles en verre et de cannettes.
- Rendre le tri sélectif obligatoire.
- Rendre obligatoire les « bacs jaunes » sur les lieux de travail, dans les transports et les centres commerciaux.
- Ajouter des poubelles à composte dans les villes.
- Prendre des mesures anti-gaspillage en mutualisant des ressources et en envisageant l'économie et la production sur le long terme.
- Harmoniser le traitement des déchets à l'échelle européenne.
- Créer une « carte carbone » à paiement modulé selon les revenus.
- Interdire l'obsolescence programmée et garantir la durée de vie ou la réparabilité de tous les produits.
- Changer les comportements et tisser du lien social local entre voisins en favorisant la réparation et la réutilisation.
- Favoriser l'économie circulaire.
- Mettre en place une incitation économique à préserver l'environnement avec un principe : pollueur = payeur, en instaurant une taxe carbone aux producteurs.
- Instaurer un système de *bonus/malus* sur l'impôt des sociétés.
- Favoriser l'écologie punitive pour donner un sentiment négatif aux pollueurs.
- Favoriser l'émergence d'entreprises écologiques et investir en R&D.
- Favoriser le *crowdfunding* pour les projets de protection de l'environnement.

Logement / Énergie

- Résorber l'habitat insalubre et créer davantage de logements pour les SDF.
- Optimiser les espaces locatifs en limitant dans la durée la non-location d'un appartement. Après un certain délai, les propriétaires doivent être taxés comme s'ils louaient.
- Favoriser l'aide à l'isolation pour éviter la perte d'énergie et les surchauffes en milieu urbain.
- Inciter les propriétaires qui hésitent à faire les travaux parce qu'ils trouvent souvent que c'est trop cher, trop complexe et que le retour sur investissement est trop lointain.
- Mettre en place un plan « épargne environnement » pour faciliter le financement de l'isolation et favoriser des prêts à long terme.
- Investir dans la technologie de « la pile à combustible ».
- Privilégier les compteurs individuels.
- Favoriser le GTL et le biogaz. L'éthanol n'est pas la solution.
- Installer des panneaux solaires sur les surfaces inutilisées des immeubles.
- Accompagner la sortie du diesel.
- Diminuer l'utilisation des énergies fossiles et nucléaire et développer le mix écologique (éolien, thermique, solaire).
- Utiliser l'énergie de la mer.
- Donner accès à des batteries de secours en cas d'inondation.
- Investir/développer les énergies renouvelables, les nouvelles technologies. Pour cela : augmenter le budget de la recherche jusqu'à 3% au moins.
- Si certains ont souhaité augmenter le nombre d'éoliennes, d'autres ont expliqué que cette alternative ne devait pas nécessairement être privilégiées car elle n'était pas suffisamment efficiente en termes de production d'énergie (une éolienne n'est productrice que 30% du temps, les éoliennes marines sont plus efficaces).
- Certains ont préféré proposer de rétablir l'excellence française en matière d'ingénierie nucléaire car c'est une énergie peu chère, accessible et sûre.
- Assurer l'indépendance énergétique de la France.
- Investir dans les capacités de stockage de l'énergie pour la redistribuer efficacement.
- Investir dans la recherche sur l'hydrogène.
- S'inspirer des modèles norvégiens et finlandais en matière de préservation de l'environnement.
- Investir pour trouver des alternatives aux perturbateurs endocriniens.
- Rendre gratuits les premiers kilowatts d'électricité et mètres cubes d'eau puis rendre leurs tarifs progressifs selon la consommation.
- Créer un bilan carbone individualisé à l'aide d'un simulateur en ligne pour responsabiliser les citoyens.
- Encourager les bénéficiaires d'APL à souscrire à des fournisseurs d'électricité verte.
- Instaurer des cours d'éducation civique sur les économies d'énergie et le fonctionnement du tri sélectif.

- Mieux informer les adultes en rendant les informations sur les coûts écologiques et les bonnes pratiques accessibles dans les lieux publics et au travail.

Mobilité

- Favoriser le télétravail.
- Diminuer l'utilisation des véhicules au centre de Paris.
- Instaurer des péages urbains.
- Augmenter le nombre de pistes cyclables.
- Encourager le covoiturage avec des réductions aux péages.
- Remplacer la prime à la conversion en prime de covoiturage.
- Promouvoir des moyens de transport à faible impact environnemental et les améliorer pour les utilisateurs.
- Permettre le transport des vélos dans les transports en commun
- Remplacer les surfaces roulanges par des produits plus absorbants du bruit en ville.
- Obliger UBER à avoir des véhicules hybrides.
- Proposer le mode de transport le plus efficient localement, selon les circonstances sociologiques.
- Faire payer le « vrai » coût des transports en commun en intégrant le coût de l'utilisation des infrastructures.
- Mettre en place des parkings relais pour les voitures près des grandes villes.
- Diversifier l'offre de transports.
- Avoir des trains plus efficaces.
- Favoriser les transports écologiques, l'électrique.

Démocratie et lien social

- Revoir les notions de croissance et de PIB en quantifiant notamment les actions bénévoles.
- Revoir la notion de pouvoir d'achat en « capacité de vie » ou « capacité de bien-être »
- Redéfinir la notion de « bien commun » et celle de « service public ».
- Rendre certains biens gratuits : air, eau, espaces naturels ne doivent pas être marchandisés.
- Favoriser la proximité de services publics, plus adaptés aux besoins des citoyens et revaloriser les missions des conseils de quartier en leur donnant davantage de pouvoir.
- Promouvoir la participation citoyenne dans les instances de pouvoir locales et favoriser le budget participatif pour faire émerger des initiatives écologiques.
- Consulter la population locale sur les choix politiques impactant l'environnement (exemple récurrent de la montagne d'or en Guyane).
- Réaffirmer un droit de l'environnement.
- Faire des campagnes de sensibilisation à l'écologie.

- Accorder plus de place aux scientifiques dans le débat public et la mise en place des politiques publiques pour mieux informer les citoyens et éviter les messages alarmistes infondés.
- Créer de nouvelles solidarités locales en liaison avec les associations et les services publics pour que la transition écologique fonctionne.
- Afficher la liste des lobbys des politiques.
- Personnaliser les solutions et responsabiliser chaque citoyen sur ce qu'il peut apporter pour le climat.
- Agir au niveau mondial et proposer des solutions à l'échelle européenne, pour qu'elles soient économiquement viables.
- Respecter nos engagements pris lors de la COP21.

Conclusions

Monsieur **Pacôme Rupin** a rappelé l'importance des expérimentations en matière écologique et démocratique et que chacun devait s'en emparer. Il a également précisé que les politiques avaient la responsabilité de donner des débouchés aux propositions qui allaient émerger du grand débat. Le format de ces débouchés pourra être législatif, un référendum à choix multiple ou une synthèse portée par des citoyens tirés au sort.

Sur les sujets écologiques plus précisément, il est ressorti que la question était largement liée au quotidien. Pacôme Rupin a rappelé la nécessité d'une politique volontariste sur le zéro déchet car nous avons beaucoup de retard en la matière. La Ville de Paris étant aussi particulièrement en retard sur le recyclage.

Le sujet du bruit dans la ville et de la pollution sonore est particulièrement sensible à Paris. Aussi avons-nous besoin de sanctionner davantage les incivilités pour que chacun respecte les règles communes. Sur la transition énergétique, nous devons aussi penser à baisser notre consommation d'énergie.

Madame la Secrétaire d'État, **Agnès Pannier-Runacher** a également valorisé l'idée d'une démocratie plus dynamique et plus active pour que chaque citoyen fasse de la politique et que se réduise, ainsi, la part de malentendu qui pouvait persister entre les Français.

Elle a aussi appelé à ne pas distinguer l'économie de l'écologie qui devaient se soutenir mutuellement. Un point a été soulevé sur les outils de contraintes individuelles et réglementaires qui pouvaient induire des changements de comportement, en précisant qu'en tant que consommateurs, les citoyens avaient un pouvoir d'action parfois bien plus important que les normes instituées par l'État.

Enfin, l'investissement massif dans les filières d'innovation est une priorité pour le Gouvernement et sera poursuivi.